



MARCHE N°24DISPBX004

**MARCHE D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE
CHAUFFAGE, D'EAU CHAUDE SANITAIRE, DE VENTILATION ET
DE CLIMATISATION**

CENTRE DE DETENTION DE BEDENAC

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
-
C.C.A.P.**

**MINISTERE DE LA JUSTICE
Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de
Bordeaux (Région Nouvelle-Aquitaine)**

**188 rue de Pessac – CS 21509
33062 BORDEAUX CEDEX**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 2. NATURE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3. DUREE DU CONTRAT ET PRISE D'EFFET	6
ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE.....	7
4.1. Personnel.....	7
4.2. Sécurité.....	7
4.3. Sous-traitance.....	7
4.4. Assurance	7
4.5. Amiante	8
4.5.1. Qualifications.....	8
4.5.2. Interventions sur matériaux susceptibles de contenir de l'amiante	8
4.6. Responsabilité	10
ARTICLE 5. ENGAGEMENT ENERGETIQUE	10
5.1. Définition des paramètres	10
5.2. Gestion financière de l'intéressement	11
5.2.1. Production d'énergie bois supérieure à l'engagement	11
5.2.2. Production d'énergie bois inférieure à l'engagement	12
5.3. Révision de la valeur NB_{bois}	13
ARTICLE 6. CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE PAIEMENT.....	13
6.1. Poste P1 au titre de la fourniture et gestion du combustible bois.....	13
6.2. Poste P2 au titre des prestations de services.....	14
6.3. Poste P3 au titre de la garantie totale (Prestation Supplémentaire Eventuelle).....	14
6.4. Définition des taux horaires (H1 et H2), coefficient sur fournitures (C1) et coefficient de sous-traitance (C2) au titre des travaux P3 (P.S.E.) et hors contrat	15
ARTICLE 7. REVISION DES PRIX	15
7.1. Révision du poste P1.....	15
7.2. Révision des postes P2 et P3.....	16
7.3. Révision des taux horaires H1 et H2	17
ARTICLE 8. GESTION DU COMPTE DE GARANTIE TOTALE P3 (Prestation Supplémentaire Eventuelle)	18
8.1. Transparence – procédure de validation	18
8.2. Gestion financière.....	19
8.3. Apurement du compte en fin de marché	20
ARTICLE 9. PAIEMENT – ETABLISSEMENT DES FACTURES	20
ARTICLE 10. INEXECUTION – SANCTIONS.....	21
10.1. Mise en demeure	21
10.2. Substitution	21
10.3. Pénalités	21

10.3.1. Dépannages et réparations	21
10.3.2. Retard ou interruption de chauffage ou d'ECS	22
10.3.3. Non-respect des températures	22
10.3.4. Enregistrements et relèves de température	22
10.3.5. Non mise en place d'un moyen de substitution	23
10.3.6. Légionelles	23
10.3.7. Retard dans la mise en place de la GMAO	23
10.3.8. Fourniture de documents et divers	23
10.3.9. Prestations P2 ou P3 non conformes ou non réalisées	24
10.3.10. Non déclaration de sous-traitance	24
10.3.11. Non-respect des clauses sociales	24
10.3.12. Non-respect des clauses environnementales	24
10.3.13. Synthèse des pénalités	25
10.4. <i>Limites des obligations</i>	26
10.5. <i>Résiliation</i>	26
ARTICLE 11. RESILIATION DU CONTRAT	26
ARTICLE 12. CONTESTATIONS	27

ENTRE :

Le Maître d'Ouvrage :	Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux (DISP) (Région Nouvelle-Aquitaine) 188 rue de Pessac – CS 21509 33062 BORDEAUX CEDEX
Représenté par :	

Ci-après désigné le **CD de Bédénac**

d'une part

ET :

A compléter

La Société :	
Représentée par :	

Ci-après désigné le **PRESTATAIRE**

d'autre part

IL A ETE CONVENU ET ENTENDU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de faire assurer par une entreprise spécialisée pour le compte du **CD de Bédénac** la fourniture et gestion d'énergie bois avec engagement énergétique, l'exploitation et l'entretien de ses installations de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de ventilation et de climatisation.

Le descriptif général des installations et la liste des principaux matériels pris en charge par le **PRESTATAIRE** sont indiqués en annexes 1 et 2 du C.C.T.P..

Le marché prévoit également une **Prestation Supplémentaire Eventuelle** relative aux grosses réparations, renouvellement et garantie totale des installations de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de ventilation et de climatisation, hors remplacement complet de certains équipements importants (chaudières et pompes à chaleur), et à l'exclusion des équipements listés à l'article 10.3 du C.C.T.P.

ARTICLE 2. NATURE DU MARCHÉ

Le marché est de type **CP** (Marché Combustible Prestations) pour la chaufferie bois : P1 + P2 (Fourniture et gestion du combustible + Conduite et entretien) + P3 en prestation supplémentaire éventuelle (Gros entretien et garantie totale).

Le marché est de type **PF** (Marché Prestations Forfaitaires) pour les autres équipements sous contrat : P2 (Conduite et entretien) + P3 en prestation supplémentaire éventuelle (Gros entretien et garantie totale).

Le présent marché sera adapté au fur et à mesure de son déroulement aux variations du patrimoine du **CD de Bédénac** dans l'étendue de ses prestations et de ses établissements, et ce par voie d'avenant.

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- **Pour les pièces particulières :**

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Administratives et Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes,
- Le Mémoire Technique et ses annexes.

L'exemplaire original des pièces conservées dans les archives du **CD de Bédénac** fait seul foi.

- **Pour les pièces générales :**

- Le guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'OEAP.

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG-5602) applicables aux marchés d'exploitation de chauffage.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG-2015) applicables aux travaux d'installations de génie climatique.
- Les documents techniques unifiés en vigueur (DTU) et tous documents réglementaires et normes françaises, circulaires de la Direction Générale de la Santé, les règles de l'art.
- La réglementation E.R.P.
- Les règlements de sécurité incendie (ERP et Habitation).
- Les règlements sanitaires départementaux.
- Le décret n° 62-608 du 23 Mai 1962 fixant les règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible.
- L'arrêté du 15 septembre 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 4 et 400 kilowatts.
- L'arrêté du 2 octobre 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts.
- L'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.
- L'arrêté du 1^{er} février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire
- Les directives européennes : Directive appareils à gaz (90/396/CEE) du 29 juin 1990, Directive rendement (92/42/CEE), Directive basse tension (73/23/CEE), Directive compatibilité électromagnétique (89/336/CEE).
- Les notices des fabricants relatives à l'entretien des matériels.
- L'arrêté du 20 février 1992 (Plan de Prévention).
- Tous autres documents réglementaires : normes, DTU, arrêtés, directives, décrets et etc. relatifs au présent marché.

Ces pièces bien que non jointes au présent marché sont réputées connues des entreprises et les parties contractantes leur reconnaissent un caractère contractuel.

ARTICLE 3. DUREE DU CONTRAT ET PRISE D'EFFET

Le présent contrat prendra effet à la date de notification du contrat.

Il est conclu pour une période initiale de 2 ans.

Il sera reconduit tacitement pour une période de 2 ans supplémentaires.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le **CD de Bédénac** au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du contrat. Le **PRESTATAIRE** ne peut pas refuser la reconduction.

L'exercice de gestion est le suivant : du 1^{er} janvier N au 31 décembre N.

ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

4.1. Personnel

Le **PRESTATAIRE** aura l'obligation de remettre au **CD de Bédénac** le nom, la fonction et la qualification professionnelle des personnels affectés.

Le **CD de Bédénac** se réserve le droit d'exiger le remplacement de tout membre du personnel du **PRESTATAIRE** à condition d'en motiver sérieusement la raison, et notamment en présence d'une mention du bulletin n°2 du casier judiciaire.

Le personnel, ayant à circuler à l'intérieur des locaux, doit se conformer à tous les règlements en vigueur, notamment le règlement intérieur de l'établissement pénitentiaire.

Le **PRESTATAIRE** s'engage à respecter la législation du travail en vigueur sur l'ensemble des installations (chaufferies, sous-stations connexes, parties communes, parties privatives, ...).

4.2. Sécurité

Le personnel doit obligatoirement être muni d'un titre d'identité (carte nationale d'identité, passeport). A défaut, son entrée dans l'établissement sera refusée.

Le **PRESTATAIRE** doit enseigner au personnel placé sous son autorité les consignes générales de sécurité, et contrôler fréquemment que celles-ci sont parfaitement connues des intéressés. On entend ici par sécurité celles liées à la spécificité des locaux, au travail mais également aussi celle liée à la manipulation d'organes alimentés en énergie potentiellement dangereuse (court-circuit électrique, explosion de gaz).

Le personnel doit informer immédiatement le **CD de Bédénac** de toutes anomalies importantes susceptibles d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité.

4.3. Sous-traitance

Le **PRESTATAIRE** pourra sous-traiter l'exécution de certaines prestations de son contrat sous réserve de déclarer au **CD de Bédénac** les sous-traitants concernés et obtenir l'agrément du **CD de Bédénac**.

La déclaration précisera :

- La nature des prestations concernées,
- Le nom, l'adresse, la dénomination sociale, les attestations d'assurance du sous-traitant proposé,
- Le formulaire DC4.

4.4. Assurance

Le **PRESTATAIRE** doit contracter une ou des assurances, à partir de la prise d'effet de ce contrat.

Celles-ci devront le couvrir, dans tous les domaines de ses interventions.

Il devra notamment s'assurer contre les dommages résultants :

- De l'intervention d'un tiers, qu'il n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher (vandalisme...)
- De la nature même des combustibles préconisés par les constructeurs des générateurs et brûleurs, s'ils sont utilisés selon les prescriptions de ces constructeurs.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le **PRESTATAIRE** doit être en mesure de fournir une attestation justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation, sur demande du **CD de Bédénac** et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4.5. Amiante

Le patrimoine du **CD de Bédénac** a été construit antérieurement à l'interdiction de l'emploi de l'amiante dans les matériaux de construction (Permis de Construire avant le 1^{er} juillet 1997) et est donc considéré comme pouvant potentiellement contenir des matériaux amiantés.

4.5.1. Qualifications

Le **PRESTATAIRE** devra être en mesure de communiquer au **CD de Bédénac** les certificats et attestations justifiant de la capacité de son personnel intervenant à effectuer des travaux sur des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante :

- Avant la signature du présent marché,
- Au 1^{er} janvier de chaque année pendant la durée du contrat,
- Et sur simple demande du **CD de Bédénac**.

Il devra également pouvoir justifier des modes opératoires spécifiques retenus.

4.5.2. Interventions sur matériaux susceptibles de contenir de l'amiante

Le **PRESTATAIRE** pourra être amené à faire des interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (désignés sous le terme de MCA).

La réglementation sur l'amiante impose au propriétaire des immeubles (le **CD de Bédénac**) d'effectuer la recherche d'amiante et d'en informer toutes les personnes susceptibles d'être en contact avec les matériaux concernés (par voie de conséquence le **PRESTATAIRE**).

La fourniture au **PRESTATAIRE** des DTA (Dossiers Techniques Amiante) ne permet pas d'avoir une connaissance exhaustive des matériaux contenant de l'amiante. Seules les missions de repérage amiante avant travaux (effectués avec des prélèvements sur matériaux qui seront sollicités par les travaux concernés et sur des localisations précises) le permettraient.

Certains matériaux pouvant contenir de l'amiante sont difficilement décelables et peuvent présenter un caractère de présence aléatoire sur une même construction. C'est

le cas, en particulier, des colles (faïences et revêtements de sols), de certains produits de ragréage, de certains enduits, et de certaines peintures.

Le **CD de Bédénac** procède chaque fois qu'il le peut à des prélèvements avec sondages destructifs pour détecter la présence d'amiante dans ce type de matériaux. Ces repérages amiante avant travaux viennent compléter les Dossiers Techniques Amiante des locaux concernés. Mais cette recherche ne peut être systématisée.

Par voie de conséquence, en l'absence de diagnostics exhaustifs certifiant ou pas la présence d'amiante dans tous les matériaux susceptibles d'être sollicités par les travaux commandés, le **CD de Bédénac** s'oblige d'appliquer le principe de précaution. Ainsi, il considère que tous les matériaux sont susceptibles de contenir de l'amiante. Le **PRESTATAIRE** doit en tenir compte dans son obligation de protection de ses salariés et des occupants, et dans son offre de prix.

Le **CD de Bédénac** communiquera au **PRESTATAIRE** tout élément nouveau visant à confirmer ou pas la présence d'amiante, au fur-et-à-mesure de ses campagnes de missions de repérage amiante avant travaux.

En cours d'exécution du marché, le **CD de Bédénac** mettra à disposition du **PRESTATAIRE**, ou lui communiquera à sa demande, l'ensemble des données connues relatives à l'amiante pour la totalité du périmètre contractuel. Ainsi, tous les DTA et autres repérages seront à la disposition du **PRESTATAIRE** pour l'établissement de son analyse de risque et la préparation des interventions.

Obligations du **PRESTATAIRE** concernant les travaux sur matériaux amiantés

Le **PRESTATAIRE** devra respecter toutes les réglementations en vigueur sur l'amiante (Code de la Santé Publique, Code de l'Environnement et Code du Travail).

Le **PRESTATAIRE** reste responsable de l'Obligation d'Evaluation initiale des Risques (Sous-Section 2 du décret du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante). Il doit donc, à ce titre, intégrer dans le prix de son intervention toutes les sujétions liées à cette évaluation des risques.

Ainsi, sont concernées :

- Toutes les interventions sur un MCA (perçage, grattage, ponçage, découpage, rabotage, décollage, décapage, démoussage, ramonage, curage...),
- Toutes les interventions à proximité d'un MCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.

Le **PRESTATAIRE** devra donc :

- Pouvoir justifier au **CD de Bédénac**, sur simple demande, de l'élaboration de cette évaluation des risques, de la validité des modes opératoires permettant la maîtrise des risques, et la formation et l'information de ses salariés intervenants,
- Avertir le **CD de Bédénac** si les conditions de la commande impliquent qu'il doive réviser son évaluation initiale des risques,
- Avertir le **CD de Bédénac**, dans un délai compatible avec la réalisation des travaux, s'il souhaite qu'un prélèvement pour analyse soit fait sur un matériau susceptible de contenir de l'amiante. Ce prélèvement et analyse seront

obligatoirement commandés par le **CD de Bédénac**. Cette demande devra faire l'objet d'une demande écrite au **CD de Bédénac**.

Tout manquement constaté par le **CD de Bédénac**, du **PRESTATAIRE** à ces règles pourra faire l'objet d'une résiliation du marché.

4.6. Responsabilité

Le **PRESTATAIRE** assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens,
- aux biens appartenant au **CD de Bédénac** ou à des tiers.

Le **PRESTATAIRE** n'aura, en aucun cas, recours contre le **CD de Bédénac**.

Le **PRESTATAIRE** est responsable de la bonne qualité de l'entretien et de la bonne exécution des dépannages réalisés avec des pièces neuves garanties par le fabricant ou « en échange standard » également garanties.

Le **PRESTATAIRE** s'engage à assurer le bon fonctionnement des appareils dans la mesure où toutes les règles d'installation et de bonnes utilisations sont respectées.

La responsabilité du **PRESTATAIRE** ne saurait être engagée pour tous les incidents ou accidents provoqués par une cause due à une personne étrangère à l'entreprise, sinistre, guerre, inondation, tremblement de terre, incendie, orage, malveillance.

Elle ne saurait l'être non plus pour tout incident dont l'origine serait étrangère aux équipements objet du contrat et dont un respect total des prestations contractuelles du marché par le **PRESTATAIRE** n'aurait pas pu empêcher.

ARTICLE 5. ENGAGEMENT ENERGETIQUE

Dans le cadre de la conduite des installations, le **PRESTATAIRE** aura la responsabilité de son propre suivi des consommations.

Un intéressement sur les quantités d'énergie produites par la chaufferie bois sera appliqué. Son application débutera dès le 1^{er} exercice plein, soit à partir de l'année 2025.

5.1. Définition des paramètres

DJU_{contractuels} : Pour l'application de la clause d'intéressement et de pénalisation, il est précisé que les DJU à prendre en considération sont ceux de base X = 18°C, correspondant à la période réelle de chauffage, relatifs à la station météorologique de BORDEAUX (données COSTIC – éditées par Meteoclim).

Le terme NB, ci-après défini, correspond à une rigueur d'hiver de **1 665 DJU**, base 18 (moyenne des DJU indiqués dans l'annexe 7 du CCTP - Historique des consommations)

DJU_{réels} : DJU de base X = 18°C mesurés par la station de BORDEAUX sur la période effective de chauffage, soit :

- Du 01/01 à la date d'arrêt du chauffage de l'année N,
- De la date de remise en service du chauffage au 31/12 de l'année N.

NB_{bois} : Quantité d'énergie thermique produite par la chaudière bois, exprimée en MWh_{utile}, que le **PRESTATAIRE** s'engage à respecter sur la période effective de chauffage :

Cette quantité est définie pour des conditions climatiques correspondant aux DJU contractuels définis ci-avant

Nota 1 : Cette valeur est à définir par le **PRESTATAIRE** à partir des consommations réelles des exercices précédents, indiquées en annexe 7 du C.C.T.P.

Cette valeur contractuelle est à indiquer dans l'Acte d'Engagement.

Nota 2 : Pour le dernier exercice (01/01 au 30/09/2028), la valeur NB_{bois} à prendre en compte pour le calcul de l'intéressement représentera 60% de la valeur NB_{bois} de l'exercice précédent.

N'B_{bois} : Quantité d'énergie thermique produite par la chaudière bois, exprimée en MWh_{utile}, dont une part est ramenée aux DJU réels mesurés sur la période de chauffe de l'exercice considéré. Ce terme est calculé comme suit :

$$N'B_{bois} = NB_{bois} \times \left(0,4 + 0,6 \times \frac{DJU_{réels}}{DJU_{contractuels}} \right)$$

NC_{bois} : Quantité d'énergie thermique produite par la chaudière bois sur la période effective de chauffage de l'exercice considéré, mesurée sur la base des relevés d'index du compteur d'énergie thermique présent en chaufferie. Exprimée en MWh_{utile}.

5.2. Gestion financière de l'intéressement

Le **PRESTATAIRE** a obligation de proposer au **CD de Bédénac** toutes suggestions afin d'améliorer les économies d'énergie et la performance des installations.

Le **PRESTATAIRE** est tenu d'adresser au **CD de Bédénac** le calcul de l'intéressement de l'exercice écoulé, et sa facture ou avoir correspondant, le 28 février au plus tard (30 novembre pour le dernier exercice).

L'intéressement fera l'objet de calculs et d'une facturation indépendante.

5.2.1. Production d'énergie bois supérieure à l'engagement

Si la quantité d'énergie thermique produite par la chaudière bois (NC_{bois}) est supérieure à celle sur laquelle s'est engagé le **PRESTATAIRE** (NB_{bois}), ce dernier bénéficie d'un intéressement I selon la formule suivante :

Résultat	Formule	Commentaire
$NC_{bois} > N'B_{bois}$	$I = 0,5 \times (NC_{bois} - N'B_{bois}) \times \left[\left(GP \times \frac{I_{GP}}{I_{GP0}} \right) - \left(\frac{B}{\eta \times PCI} \right) \right]$	Le PRESTATAIRE adresse une facture au CD de Bédénac

Nota : Le montant annuel de l'intéressement sera plafonné à 35% du montant global et révisé de la prestation P2.

Avec :

$N'B_{bois}$ et NC_{bois} : Termes définis à l'article précédent.

GP : Prix unitaire moyen du MWh_{utile} de gaz propane acheté par le **CD de Bédénac** sur le mois d'août 2024, soit 246,50 €/HT/ MWh_{utile} .

I_{GP} : Valeur moyenne, prorata temporis sur la période effective de chauffage de l'exercice considéré, de l'indice 04522 - Hydrocarbures liquéfiés, publié sur le site du moniteur : www.lemoniteur.fr.

I_{GP0} : Valeur initiale de l'indice 04522 - Hydrocarbures liquéfiés, publié sur le site du moniteur : www.lemoniteur.fr. Valeur connue au 1^{er} août 2024, soit 150,76.

B : Valeur moyenne, prorata temporis sur la période effective de chauffage de l'exercice considéré, du prix unitaire de la tonne de bois révisé. Exprimé en €/HT/tonne.

η : Rendement de combustion théorique moyen de la chaudière bois. Cette valeur est fixée à 0,9.

PCI : Pouvoir Calorifique Inférieur du combustible bois de type plaquettes forestières – classification CIBE type C2 moyenne granulométrie (P45-P63 ; M30-M40). Cette valeur est fixée à 3,1 MWh_{utile} /tonne.

5.2.2. Production d'énergie bois inférieure à l'engagement

Si la quantité d'énergie thermique produite par la chaudière bois (NC_{bois}) est inférieure à celle sur laquelle s'est engagé le **PRESTATAIRE** (NB_{bois}), ce dernier prend à sa charge une pénalité P selon la formule suivante :

Résultat	Formule	Commentaire
$NC_{bois} < N'B_{bois}$	$P = 0,5 \times (N'B_{bois} - NC_{bois}) \times \left[\left(GP \times \frac{I_{GP}}{I_{GP0}} \right) - \left(\frac{B}{\eta \times PCI} \right) \right]$	Le PRESTATAIRE adresse un avoir au CD de Bédénac

Nota : Le montant annuel de l'intéressement sera plafonné à 35% du montant global et révisé de la prestation P2.

5.3. Révision de la valeur NB_{bois}

Si la quantité d'énergie thermique produite par la chaudière bois NC_{bois} est supérieure à la quantité $N'B_{bois}$, de plus de 10% pendant 2 exercices consécutifs ou de 15% sur un seul exercice, il pourra être déterminé, à la demande de l'une ou l'autre des parties, une nouvelle quantité de référence NB_{bois} qui fera l'objet d'un avenant.

La nouvelle quantité de référence NB_{bois} sera déterminée de la manière suivante :

Si $NC_{bois} > + 15\% N'B_{bois}$ sur 1 exercice :

$$\text{Nouveau } NB_{bois} = \text{Ancien } NB_{bois} + 0,75 \times (NC_{bois} - N'B_{bois})$$

Si $NC_{bois} > + 10\% N'B_{bois}$ sur 2 exercices consécutifs :

$$\text{Nouveau } N'B_{bois} = \text{Ancien } NB_{bois} + 0,75 \times (\text{Moyenne } NC_{bois} - N'B_{bois})$$

Avec : *Moyenne NC_{bois} = moyenne sur les 2 exercices considérés*

ARTICLE 6. CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE PAIEMENT

Les prix HT sont considérés pour leurs valeurs connues au 1^{er} août 2024.

Ils englobent, notamment, les éventuelles taxes foncières ou professionnelles qui viendraient s'appliquer aux installations conduites par le **PRESTATAIRE**.

6.1. Poste P1 au titre de la fourniture et gestion du combustible bois

Le **PRESTATAIRE** définira dans l'Acte d'Engagement le prix total forfaitaire de la fourniture de combustible pour la production de chaleur, terme B_o (€HT/tonne). Ce prix est notamment établi en tenant compte de :

- ⇒ L'ensemble des dépenses de combustibles à la charge financière du **PRESTATAIRE** (y compris dépenses liées à la livraison du bois, à l'évacuation et au traitement des cendres),
- ⇒ Du coefficient de frais de gestion et bénéfice du **PRESTATAIRE**

Aux 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année, il sera établi quatre factures chacune étant égale à :

$$P1 = B \times Qb$$

Avec :

B = Prix unitaire de la tonne de bois (B_0) révisé suivant les dispositions de l'article 7.1

Qb = somme des quantités de bois livrées sur la période, exprimée en tonne, figurant sur les bordereaux de livraisons, à joindre impérativement à la facture.

6.2. Poste P2 au titre des prestations de services

Le **PRESTATAIRE** définira dans l'Acte d'Engagement un prix $P2_0$ (€HT). Ce prix est global et forfaitaire et inclut l'ensemble des prestations définies à l'article 9 du C.C.T.P.

Aux 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre, il sera établi une facture égale au 1/4 du montant P2 révisé au 1^{er} janvier de chaque année, selon les derniers indices connus à cette date et selon les dispositions de l'article 7.2. La facturation est effectuée à termes échus.

Spécificités pour le premier exercice contractuel (de la date de notification au 31 décembre 2024) :

- La facturation P2 sera établie prorata temporis sur la base du montant $P2_0$.

6.3. Poste P3 au titre de la garantie totale (Prestation Supplémentaire Eventuelle)

Le **PRESTATAIRE** définira dans l'Acte d'Engagement un prix $P3_0$ (€HT). Ce prix est global et forfaitaire et inclut l'ensemble des prestations définies à l'article 10 du C.C.T.P.

Aux 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre, il sera établi une facture égale au 1/4 du montant P3 révisé au 1^{er} janvier de chaque année, selon les derniers indices connus à cette date et selon les dispositions de l'article 7.2. La facturation est effectuée à termes échus.

Spécificités pour le premier exercice contractuel (du 18 novembre au 31 décembre 2024) :

- La facturation P3 sera établie prorata temporis sur la base du montant $P3_0$.

6.4. Définition des taux horaires (H1 et H2), coefficient sur fournitures (C1) et coefficient de sous-traitance (C2) au titre des travaux P3 (P.S.E.) et hors contrat

Taux horaires (H1 et H2) :

Le **PRESTATAIRE** définira dans l'Acte d'Engagement les prix H1₀ (€HT/h - un intervenant) et H2₀ (€HT/h - une équipe de 2 intervenants) de l'heure d'intervention du **PRESTATAIRE** à propos de ses interventions réalisées au titre de la garantie totale et hors contrat. Ces prix sont globaux et forfaitaires, et comprennent les frais de déplacement, d'encadrement, d'études et toutes sujétions, et sont appliqués sur les temps réels de présence sur site.

Ces taux horaires seront révisés suivant les dispositions de l'article 7.3.

Coefficient affecté au prix d'achat des matériels (C1)

Les montants relatifs aux fournitures affectées au compte de garantie totale P3 ou travaux hors contrat seront égaux aux prix nets des factures fournisseurs, remises déduites, multipliés par le coefficient sur fournitures défini dans le tableau de la D.P.G.F prévu à cet effet.

Il est entendu que le montant imputé par le **PRESTATAIRE** ne devra en aucun cas être supérieur au tarif public du fournisseur de matériel concerné.

Coefficient affecté au prix des prestations sous-traitées (C2) :

Le **PRESTATAIRE** pourra faire appel à des sous-traitants pour la réalisation de travaux imputables en garantie totale ou hors contrat, moyennant un coefficient de sous-traitance à définir par le **PRESTATAIRE** dans le tableau de la D.P.G.F prévu à cet effet.

Le **PRESTATAIRE** s'engage par ailleurs à informer le **CD de Bédénac** de son intention de faire appel à des sous-traitants. L'intervention de ces sous-traitants éventuels ne pourra donc se faire qu'après accord préalable du **CD de Bédénac** et signature du DC4. Les coefficients de sous-traitance et sur fournitures seront fixes sur la durée du contrat.

ARTICLE 7. REVISION DES PRIX

7.1. Révision du poste P1

La redevance P1 sera révisée suivant les variantes économiques connues aux dates de révision indiquées à l'article 6.1, et conformément aux dispositions ci-dessous :

$$B = B_0 \times \left(0,6 \times \frac{I_B}{I_{B0}} + 0,25 \times \frac{I_T}{I_{T0}} + 0,15 \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} \right)$$

Où :

B : Prix unitaire de la tonne de bois révisé. Exprimé en €HT/tonne.

- B_0 : Prix unitaire de la tonne de bois à la date d'établissement des prix, soit le 1^{er} août 2024, indiqué à l'Acte d'Engagement. Exprimé en €HT/tonne.
- I_B : Moyenne prorata temporis sur la période de facturation considérée de l'indice « Plaquettes forestières – C2 moyenne granulométrie » publié trimestriellement sur le site du C.I.B.E. rubrique Combustibles : www.cibe.fr (source : C.E.E.B.)
- I_{B_0} : Valeur initiale de l'indice « Plaquettes forestières – C2 moyenne granulométrie » publié trimestriellement sur le site du C.I.B.E. rubrique Combustibles : www.cibe.fr. Valeur connue au 1^{er} août 2024, soit 129,8 (source : C.E.E.B.)
- I_T : Moyenne prorata temporis sur la période de facturation considérée de l'indice transport « Longue distance EA ensemble articulé » publié par le CNR (Comité National Routier) sur le site www.cnr.fr - Indice CNR LD EA.
- I_{T_0} : Valeur initiale de l'indice transport « Longue distance EA ensemble articulé » publié par le CNR (Comité National Routier) sur le site www.cnr.fr - Indice CNR LD EA. Valeur connue au 1^{er} août 2024, soit 163,91.
- ICHT-IME : Moyenne prorata temporis sur la période de facturation considérée de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques publié sur le site du moniteur : www.lemoniteur.fr
- ICHT-IME₀ : Valeur indiquée à l'article 7.2

Dans le cadre de la transparence du présent contrat, le **CD de Bédénac** recevra, sur simple demande, la copie de tous les avoirs et factures de livraisons de bois.

En cas de disparition des indices d'indexation des prix, définis au C.C.A.P., avant la date d'échéance du présent contrat, les nouveaux indices s'y substituant seront déterminés soit par accord des parties sur de nouveaux indices existants, soit à dire d'experts désignés par chacune des parties.

Le choix de ces nouveaux indices fera l'objet d'un avenant au présent contrat.

Si aucun accord n'est trouvé, le **CD de Bédénac** se réserve la possibilité de supprimer le poste P1, sans que le **PRESTATAIRE** ne puisse prétendre à indemnité et sans modification des montants des autres redevances du contrat.

7.2. Révision des postes P2 et P3

Les redevances P2 et P3 seront révisées en début d'exercice, soit au 1^{er} janvier de chaque année, suivant les variantes économiques connues à cette date et conformément aux dispositions ci-dessous :

$$P2 = P2_0 \times \left(0,15 + 0,70 \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} + 0,15 \times \frac{FSD2}{FSD2_0} \right)$$

$$P3 = P3_0 \times \left(0,15 + 0,20 \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} + 0,65 \times \frac{BT40}{BT40_0} \right)$$

Avec :

ICHT-IME = indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques publié sur le site du moniteur : www.lemoniteur.fr

FSD2 = indice des Frais et Services Divers – modèle de référence n°2 publié sur le site du moniteur : www.lemoniteur.fr

BT40 = indice des travaux de chauffage du bâtiment publié sur le site du moniteur : www.lemoniteur.fr

Les indices ICHT-IME, FSD2 et BT40 représentent respectivement les valeurs connues au moment des facturations ou des révisions d'ICHT-IME₀, FSD2₀ et BT40₀ qui sont les valeurs de référence connues au 1^{er} août 2024.

Indice	ICHT-IME ₀	FSD2 ₀	BT40 ₀
Valeur	138,9	165,0	127,4

Pour ces indices, comme pour ceux auxquels le présent contrat fait référence, il est prévu qu'à défaut de leur publication, le nouvel indice s'y substituant sera déterminé soit, par accord des parties sur un nouvel indice existant, soit à dire d'experts désignés par chacune des parties.

Le choix de ce nouvel indice fera l'objet d'un avenant écrit à joindre au présent contrat.

7.3. Révision des taux horaires H1 et H2

Les valeurs H1 et H2 seront révisées en début d'exercice, soit au 1^{er} janvier de chaque année, suivant les variantes économiques connues à cette date et conformément aux dispositions ci-dessous :

$$H1 \text{ ou } H2 = H1_0 \text{ ou } H2_0 \times \left(0,15 + 0,85 \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} \right)$$

Avec ICHT-IME et ICHT-IME₀ définis précédemment.

ARTICLE 8. GESTION DU COMPTE DE GARANTIE TOTALE P3 (Prestation Supplémentaire Eventuelle)

8.1. Transparence – procédure de validation

Au préalable, le **PRESTATAIRE** s'engage à faire bénéficier au **CD de Bédénac** et ce en toute transparence, des meilleures conditions tarifaires par une mise en concurrence régulière des prestataires et fournisseurs auxquels il fera appel pour les travaux neufs ou de renouvellement, ainsi que pour les opérations d'entretien.

En cas de pratique par les fournisseurs du **PRESTATAIRE** de prix supérieurs aux prix de marché et de non-justification de ces prix par le **PRESTATAIRE**, une pénalité égale à la différence entre le coût des achats aux prix de marché et le coût des achats aux prix pratiqués sera appliquée.

Avant tout engagement de travaux, le **PRESTATAIRE** adressera au **CD de Bédénac** ou à son Conseil une fiche numérotée et datée de demande d'imputation sur le compte P3 et/ou tous devis relatifs à la dépense à effectuer. Cette fiche indiquera précisément les références du matériel à remplacer (marque et modèle), le prix des fournitures, le prix des travaux sous-traités, le nombre d'heures de main d'œuvre et la localisation précise de l'intervention.

Dans le cadre de travaux sous-traités, le **PRESTATAIRE** transmettra le devis de son sous-traitant.

Les prix des fournitures et de la sous-traitance seront multipliés par les coefficients indiqués dans l'Acte d'Engagement.

Les heures de main d'œuvre seront multipliées par les taux horaires indiqués dans l'Acte d'Engagement.

Dans le cas où le **CD de Bédénac** et/ou son Conseil ne seraient pas d'accord sur la nécessité ou le prix des travaux et fournitures de remplacement, ceux-ci seraient déterminés :

- Soit, en premier lieu, par voie d'expertise amiable,
- Soit en cas de désaccord persistant, par voie de consultation, le **CD de Bédénac** se réservant le droit, dans ce cas, de faire exécuter les prestations de Garantie Totale par une entreprise de son choix.

Ces travaux seraient alors réglés par le **CD de Bédénac** à l'entreprise de son choix et affectés pour leur montant en moins-value sur la facture P3 suivante émise par le **PRESTATAIRE**.

Travaux programmables

Les travaux relatifs au gros entretien et au renouvellement du matériel relèvent normalement de travaux programmables.

Le **PRESTATAIRE** aura l'obligation de présenter dans son rapport annuel, la liste précise des travaux de gros entretien ou de renouvellement qu'il doit entreprendre dans le cadre de ses obligations contractuelles, durant l'intersaison de l'année en cours.

Chaque nature de travaux fera l'objet d'un devis P3 comportant, à sa date d'établissement :

- Un numéro d'ordre,
- Une description détaillée des travaux à entreprendre,
- Les prix des matériels de remplacement,
- Les temps de main d'œuvre.

Chaque matériel proposé en substitution sera défini par :

- Sa marque,
- Son type,
- Ses références.

Les devis devront faire l'objet d'une acceptation écrite par le **CD de Bédénac** et/ou son Conseil sur le bien-fondé et l'étendue des travaux proposés d'une part, et sur leur prix d'autre part.

Dès lors, le **PRESTATAIRE** pourra exécuter ces travaux dans le cadre de ses obligations contractuelles, et affecter au débit du compte de Garantie Totale, le montant des sommes ainsi engagées.

LE PRESTATAIRE s'engage par ailleurs à transmettre les devis de ses éventuels sous-traitants.

8.2. Gestion financière

Un état annuel récapitulatif de chaque exercice (année N) sera remis au plus tard dans un délai de 3 mois après la fin de l'exercice considéré, dans le rapport annuel, par le **PRESTATAIRE** au **CD de Bédénac** et à son Conseil.

L'absence de remise de ce document, lors de l'arrêt des comptes annuels, entraînera l'application des pénalités prévues au C.C.A.P. et équivaldra au fait qu'il n'y a pas eu de dépenses engagées au titre de la Garantie Totale au cours de l'exercice considéré et, en conséquence, les montants correspondants ne sauraient être pris en compte lors du décompte définitif à l'expiration du marché.

Dans le cadre de la transparence, cet état sera obligatoirement accompagné de tous les justificatifs de dépenses : factures fournisseurs, bons d'attachement avec nombre d'heures de main d'œuvre, factures sous-traitants.

Le **CD de Bédénac** et/ou son Conseil disposera de deux mois pour examiner l'état annuel récapitulatif, et notifier au **PRESTATAIRE** son acceptation ou ses contestations. Dans ce dernier cas, le **CD de Bédénac** et/ou son Conseil et le **PRESTATAIRE** se rencontreront afin de résoudre leurs désaccords. Ces contestations seront notamment systématiques si le montant réel des travaux réalisés est sensiblement inférieur à la fiche/devis soumise préalablement.

La résiliation du marché par le **CD de Bédénac**, pour ce motif ou toute autre cause, implique la liquidation du compte de Garantie Totale à la date de résiliation, selon les modalités précisées ci-après.

8.3. Apurement du compte en fin de marché

A l'expiration du marché, ou en cas de résiliation, l'excédent éventuel des recettes sur les dépenses sera, soit restitué au **CD de Bédénac** sur décision unilatérale de sa part et selon ses modalités, soit utilisé pour la réalisation de travaux d'amélioration des installations à convenir entre les parties.

Dans le cas où le compte Garantie Totale serait négatif, le solde négatif restera à la charge du **PRESTATAIRE**.

Cas particulier

En cas de résiliation du marché ou de non-reconduction de la période initiale du marché, dans le cas où le compte Garantie Totale serait négatif à la date d'établissement du bilan, le solde négatif serait pris en charge par le **CLIENT**.

ARTICLE 9. PAIEMENT – ETABLISSEMENT DES FACTURES

Les factures seront établies en un original, libellées à l'ordre du **CD de Bédénac** et devront comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- **Le numéro d'Engagement Juridique (EJ),**
- Le nom de l'établissement concerné,
- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal,
- La date et le numéro du marché et de chaque avenant,
- La date et le numéro du bon de commande et de l'ordre de service concernant les travaux selon le B.P.U.,
- La prestation exécutée ou livrée,
- La date d'exécution de la prestation exécutée ou livrée,
- Les montants hors taxes et toutes taxes comprises des prestations exécutées ou livrées,
- Les taux et les montants de la TVA applicable,
- Le numéro de SIREN ou SIRET,
- La date,
- Le délai de paiement.

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les factures et pièces justificatives du paiement du prix sont adressées via la solution de facturation électronique Chorus : <https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures sont réglées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture ou la date d'admission des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du **PRESTATAIRE** dont le taux est celui fixé par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10. INEXECUTION – SANCTIONS

10.1. Mise en demeure

Dans le cas de prestations non conformes et de non-respect des obligations ci-dessus énoncées, le **CD de Bédénac** pourra, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le **PRESTATAIRE** en demeure, de remédier aux non-conformités et aux non-respects constatés dans un délai de 48 heures, à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

10.2. Substitution

Si, à l'expiration de ce délai, le **PRESTATAIRE** ne peut assurer une fourniture normale, le **CD de Bédénac** pourra y pourvoir aux frais du **PRESTATAIRE**.

Les pénalités pour insuffisance de chauffage continueront de s'appliquer pendant la période où le **CD de Bédénac** serait conduit à assurer cette fourniture en lieu et place du **PRESTATAIRE** et aux frais de ce dernier.

Le présent article s'applique sans préjudice de la résiliation.

10.3. Pénalités

En cas d'application, les pénalités définies dans le présent article seront déduites des factures P2 établies par le **PRESTATAIRE**, sur l'échéance de facturation suivant leur application.

Les pénalités sont cumulables, mais seront plafonnées annuellement à 50% de la redevance P2 totale facturée sur l'exercice précédent.

Le **CD de Bédénac** informera le **PRESTATAIRE** par courrier de l'application des pénalités et joindra tous les éléments justificatifs et de calculs correspondants.

Si le **PRESTATAIRE** les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'applications ne sont pas remplies. Il disposera d'un délai de 72 heures après la date de réception du courrier d'application des pénalités pour adresser par courrier au **CD de Bédénac** l'ensemble des justificatifs correspondants.

Passé ce délai, la pénalité sera applicable de plein droit.

10.3.1. Dépannages et réparations

Tout dépannage ou intervention survenant au-delà des délais fixés à l'article 9.11.1 du C.C.T.P., sera sanctionné par une pénalité d'un montant égal à **3 € par heure de retard**.

Toute réparation survenant au-delà des délais fixés à l'article 9.11.2 du C.C.T.P., sera sanctionnée par une pénalité d'un montant égal à **3 € par heure de retard**.

Le non établissement par le **PRESTATAIRE** des bons d'interventions exigés à l'article 9.11.3 du C.C.T.P. sera sanctionné d'une pénalité de **50 € par bon manquant ou mal rédigé**.

10.3.2. Retard ou interruption de chauffage ou d'ECS

Pour le chauffage, pour tout retard dans la mise en route à compter de la date fixée par le **CD de Bédénac** ou interruption du chauffage (hors cause indépendante du **PRESTATAIRE**), il sera appliqué une pénalité d'un montant égal à **200 € par jour**.

Pour l'eau chaude sanitaire, pour toute interruption de la fourniture d'eau chaude sanitaire (hors cause indépendante du **PRESTATAIRE** et hors coupure prévue et validée avec le **CD de Bédénac**), il sera appliqué une pénalité d'un montant égal à **100 € par jour**.

10.3.3. Non-respect des températures

Le non-respect des températures indiquées à l'article 7 du C.C.T.P. sera soumis aux pénalités suivantes :

Pour la température ambiante des locaux, si, à la suite d'un constat contradictoire entre les parties⁽¹⁾, ou à la lecture des enregistreurs installés, la température moyenne intérieure diffère en plus ou en moins de 1,5°C pendant une durée de 6 heures par rapport à celle demandée par le **CD de Bédénac** (pourvu que cette demande n'excède par les possibilités normales de l'installation) ; le **CD de Bédénac** étant pendant cette durée en droit de vérifier que les réglages de l'installation sont restés inchangés.

Chaque fois que l'écart ci-dessus indiqué sera constaté pendant les durées considérées, il sera appliqué une pénalité d'un montant égal à **50 € par jour**, et ce jusqu'à atteinte de la température contractuelle.

Il est entendu que les pénalités précitées ne seront pas applicables si les températures extérieures s'abaissent pendant plus de 12 heures consécutives en dessous des minimas ou maximas indiqués à l'article 7 du C.C.T.P..

Pour l'eau chaude sanitaire, les fournitures sont considérées comme insuffisantes lorsque les températures définies au présent contrat diffèrent de plus de 5°C pendant plus de 24 heures consécutives. Chaque fois que l'écart ci-dessus indiqué sera constaté pendant les durées considérées, il sera appliqué une pénalité d'un montant égal à **50 € par jour**, et ce jusqu'à atteinte de la température contractuelle.

Il est entendu que les pénalités précitées ne seront pas applicables si les puisages constatés excèdent les capacités de réchauffage du préparateur.

10.3.4. Enregistrements et relèves de température

La non-réalisation des relèves et des enregistrements de température de chauffage et d'eau chaude sanitaire décrits aux articles 9.5 et 9.6 du C.C.T.P. ouvrira droit à l'établissement de pénalités égales à :

- **100 €** par enregistrement de température intérieure manquant.
- **50 €** par relevé ECS manquant.

⁽¹⁾ Mesures dans les conditions définies par la chambre syndicale des installateurs de chauffage.

10.3.5. Non mise en place d'un moyen de substitution

Nota : *uniquement si la PSE est retenue par le **CD de Bédénac***

La non fourniture d'un matériel de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire de substitution dans les conditions prévues à l'article 10.5 du C.C.T.P. ouvrira droit à l'établissement de pénalités d'un montant égal à **250 € par jour** jusqu'à rétablissement des conditions stipulées à l'article 7 du C.C.T.P..

10.3.6. Légionelles

Tout retard supérieur à 1 jour ouvré après la réception du rapport d'analyses correspondant, dans la réalisation des actions correctives en cas de taux de légionelles supérieur à 1 000 UFC/litre, sera sanctionné d'une pénalité d'un montant égal à **100 € par jour**.

Tout retard supérieur à 1 jour ouvré après la réception du rapport d'analyses correspondant, dans la transmission de l'information au **CD de Bédénac** en cas de taux de légionelles supérieur à 1 000 UFC/litre, sera sanctionné d'une pénalité d'un montant égal à **50 € par jour**.

10.3.7. Retard dans la mise en place de la GMAO

Tout retard dans l'installation et la mise en service des systèmes de GMAO au-delà du délai fixé à l'article 9.13 du C.C.T.P., sera sanctionné d'une pénalité d'un montant égal à **50 € par jour**.

10.3.8. Fourniture de documents et divers

Les pénalités suivantes sanctionneront les retards dans la fourniture des documents et renseignements au **CD de Bédénac** /et ou à son Conseil :

- Relevés d'index mensuels : à transmettre avant le 10 du mois suivant, pénalité de **25 € par jour** de retard, par élément manquant tel que défini à l'article 9.16.1 du C.C.T.P..
- Rapport annuel complet : à transmettre avant le 28 février, pénalité de **50 € par jour** de retard, jusqu'à transmission de l'ensemble des éléments demandés tel que défini à l'article 9.16.2 du C.C.T.P..
- D'une réponse dans les 20 jours à réception d'un courrier en recommandé du **CD de Bédénac**, pénalité de **150 € par jour** de retard.
- Dispositions prises en réunion : délais définis en réunion et formalisés par le compte rendu rédigé par le **CD de Bédénac** ou son Conseil, pénalité de **50 € par jour** de retard et de non-respect des délais.
- Contrôles périodiques ou réglementaires : pénalité de **500 € par semaine** de retard et par contrôle accompagné du commentaire du **PRESTATAIRE**.
- Analyses d'eaux de chauffage : telles que définies à l'article 9.3 du C.C.T.P., pénalité de **100 € par semaine** de retard et par contrôle accompagné du commentaire du **PRESTATAIRE**.
- Mise en place du cahier de chaufferie/sous-station et des carnets sanitaires : pénalité de **50 € par semaine** de retard un mois après la prise d'effet du marché.

- Consignation des interventions et mise à jour des cahiers de suivi : pénalité de **50 € par semaine** de retard.
- Factures (P1, P2, P3 et intéressement) : pénalité de **50 € par semaine** de retard par rapport aux dates de transmission définies aux articles 6 et 7.
- Tout autre cas non listé précédemment : pénalité de **50 € par défaut constaté**, puis **30 € par jour** de retard.

10.3.9. Prestations P2 ou P3 non conformes ou non réalisées

Nota : les pénalités indiquées dans cet article s'appliquent pour tous les autres cas non listés spécifiquement dans les articles précédents.

Dans le cas de prestations non conformes ou non réalisées, le **CD de Bédénac** peut, par écrit, mettre le **PRESTATAIRE** en demeure de remédier aux défaillances constatées dans un délai de 48 heures à compter de la réception de la mise en demeure.

Si à l'expiration de ce délai, le **PRESTATAIRE** ne peut remédier aux défaillances constatées, le **CD de Bédénac** peut y pouvoir aux frais, risques et périls du **PRESTATAIRE**.

Au-delà du délai de 48h à compter de la mise en demeure et jusqu'à la complète réalisation des prestations, il sera appliqué une pénalité d'un montant égal à **50 € par jour et par cas constaté**.

10.3.10. Non déclaration de sous-traitance

En cas de non déclaration de sous-traitance dans les conditions prévues à l'article 4.3, il sera appliqué une pénalité d'un montant égal à **100 € par cas constaté**.

10.3.11. Non-respect des clauses sociales

En cas de non-respect des clauses sociales indiquées à l'article 4.4 du C.C.T.P., il sera appliqué une pénalité d'un montant égal à **100 € par jour de retard et par cas constaté**.

10.3.12. Non-respect des clauses environnementales

En cas de non-respect des clauses environnementales présentées par le **PRESTATAIRE** sur la base de l'article 4.5 du C.C.T.P., il sera appliqué une pénalité d'un montant égal à **100 € par cas constaté et 10 € par jour de retard**.

10.3.13. Synthèse des pénalités

Objet	Article du CCTP	Article du CCAP	Montant
Dépannages et réparations	9.11	10.3.1	3 € par heure de retard 50 € par bon d'intervention manquant
Retard ou interruption de chauffage ou d'ECS	7	10.3.2	200 € par jour pour le chauffage 100 € par jour pour l'ECS
Non-respect des températures		10.3.3	50 € par jour jusqu'au retour de la température contractuelle
Non-réalisation des relevés ou des enregistrements de température	9.5 et 9.6	10.3.4	100 € par enregistrement de température intérieure manquant 50 € par relevé ECS manquant.
Non mise en place d'un moyen de substitution (si la PSE est retenue uniquement)	10.5	10.3.5	250 € par jour jusqu'au rétablissement des conditions contractuelles
Retard dans la réalisation des actions correctives en cas de présence Légionelles	9.4	10.3.6	100 € par jour de retard
Retard dans la transmission de l'information en cas de présence Légionelles			50 € par jour de retard
Retard dans la mise en place de la GMAO	9.13	10.3.7	50 € par jour de retard
Retard dans la transmission de documents			
Relevés d'index mensuels	9.16.1	10.3.8	25 € par jour de retard
Rapport annuel complet	9.16.2		50 € par jour de retard
Contrôles périodiques ou réglementaires	9.10		500 € par semaine de retard
Analyses d'eaux de chauffage	9.3		100 € par semaine de retard
Mise en place du cahier de chaufferie/sous-station et des carnets sanitaires	9.14		50 € par semaine de retard
Consignation des interventions et mise à jour des cahiers de suivi	9.14 et 9.15		50 € par semaine de retard
Dispositions prises en réunion	-		50 € par jour de retard
Réponse dans les 20 jours à réception d'un courrier en recommandé	-		150 € par jour de retard
Factures (P1, P2, P3 et intéressement)	6 et 7 du CCAP		50 € par semaine de retard
Tout autre cas non listé précédemment	-		50 € par défaut constaté, puis 30 € par jour de retard
Prestations P2 ou P3 non conformes ou non réalisées	9 et 10	10.3.9	50 € par jour de retard et par cas constaté
Non déclaration de sous-traitance	4.3 du CCAP	10.3.10	100 € par cas constaté
Non-respect des clauses sociales	4.4	10.3.11	100 € par jour de retard et par cas constaté
Non-respect des clauses environnementales	4.5	10.3.12	100 € par cas constaté et 10 € par jour de retard

10.4. Limites des obligations

Le **PRESTATAIRE** ne peut être tenu pour responsable des interruptions dues :

- A la force majeure,
- Au défaut d'exécution, par le **CD de Bédénac**, des travaux rendus nécessaires par les textes réglementaires de sécurité, malgré l'indication de leur nécessité par le **PRESTATAIRE**, dès que ce dernier en a connaissance.

10.5. Résiliation

En sus des sanctions ci-dessus prévues, l'exécution défailante du contrat pourra être sanctionnée par la résiliation.

ARTICLE 11. RESILIATION DU CONTRAT

Le marché peut, selon les modalités prévues ci-dessous, être résilié aux torts du **PRESTATAIRE** sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité :

- Pour tout retard, interruption ou insuffisance de fourniture, pour toute prestation non conforme, le **CD de Bédénac**, ayant mis le **PRESTATAIRE** en demeure de remédier à ces défauts dans un délai de 48 heures, à compter de la réception d'une lettre recommandée de mise en demeure, pourra y pourvoir aux frais du **PRESTATAIRE**.
- Si 48 heures après ce premier délai, le **PRESTATAIRE** ne pouvait assurer une fourniture normale, le marché pourra alors être résilié.
- S'il était constaté que le **PRESTATAIRE** ne respectait pas la législation ou la réglementation du travail.

Il en sera de même :

- D'une façon générale, si le **PRESTATAIRE** ne respectait pas l'une des clauses du contrat,
- Si le **PRESTATAIRE** se refusait ou se montrait incapable d'assurer l'exploitation qui lui est confiée et d'entretenir ou renouveler le matériel des installations,
- Si le **CD de Bédénac** ou tout expert en exploitation de chauffage, nommé à sa demande par le tribunal compétent, constatait ou faisait constater soit des modifications régressives dans la structure technique et l'organisation du **PRESTATAIRE**, soit des manquements notables aux prestations objet du contrat qu'il jugerait comme étant de nature à entraîner à terme des désordres préjudiciables à la pérennité des installations exploitées.
- S'il est constaté que le **PRESTATAIRE** a commis des actes frauduleux portant notamment sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations.

Toutefois, si le **PRESTATAIRE** ne pouvait remplir ses obligations, par suite de circonstances de force majeure, il rechercherait avec le **CD de Bédénac** toutes mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif de la fourniture et d'organiser la poursuite de l'exploitation.

Si aucune solution ne peut être trouvée, le **PRESTATAIRE** ou le **CD de Bédénac** pourra demander la résiliation du contrat.

La résiliation du contrat aura lieu de plein droit en cas de disparition, liquidation judiciaire, ou faillite du **PRESTATAIRE**.

Le marché peut être résilié unilatéralement par le **CD de Bédénac** si le **PRESTATAIRE** refuse ou se révèle incapable de mettre en œuvre, dans des conditions satisfaisantes, les mesures d'économie prescrites par le **CD de Bédénac** ou se refuse à appliquer au montant de son marché l'incidence financière de ces mesures.

Le **PRESTATAIRE** ne pourra céder son marché en tout ou partie sans l'autorisation du **CD de Bédénac**, sous peine de résiliation.

ARTICLE 12. CONTESTATIONS

Les différends ou litiges qui viendraient à apparaître en application du présent contrat seront résolus par voie d'arbitrage par un expert qui sera nommé d'un commun accord entre les Parties.

Les contestations qui s'élèveraient entre les parties au titre du présent contrat et qui n'auraient pu être réglées par le recours à un expert seront soumises à la compétence du Tribunal le plus proche du siège du **CD de Bédénac**.

Fait à BORDEAUX,

Le

Le **CD de Bédénac**

Le **PRESTATAIRE**